

AIDE EUROPEENNE FACE AU DEVELOPPEMENT DE LA RD CONGO : *intrigues et finalité*

par

Adolphe LUZOLO LELO

Assistant et Apprenant

Francine DIALUNDA SAFY

Assistante

(Tous) *Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques*
Université de Kinshasa

Résumé

La RDC, à l'instar d'autres pays moins avancés (PMA), bénéficie depuis des décennies, de l'aide de l'Union Européenne dans le cadre de la coopération multilatérale. Cependant, aussi paradoxalement que cela puisse paraître quasiment, toutes les aides fournies jusqu'à ce jour, n'ont pas abouti aux résultats escomptés étant donné que la situation du pays demeure caractérisée par la pauvreté tant ontologique que structurelle. Les populations pour lesquelles cette aide est destinée continuent à tirer le diable par la queue ainsi que l'avait dit William Easterly¹ qu'au cours des cinquante dernières années, nous, les économistes, avons souvent pensé avoir trouvé la bonne réponse pour générer la croissance économique ; la première « solution » fut la croyance en l'aide étrangère pour combler l'écart entre « investissement nécessaire » et épargne. Il s'agit à ses dires d'un aveu d'échecs par rapport à l'aide accordée aux pays en développement. A quoi alors sert cette aide ? Telle est la question fondamentale qui va nous permettre de scruter les intrigues de cette assistance.

Mots-clés : *aide européenne, développement, coopération multilatérale, intrigue, finalité, RDC*

Abstract

The DRC, like other less developed countries (LDCs), has benefited for decades from aid from the European Union within the framework of multilateral cooperation. However, as paradoxical as it may seem, all the aid provided to date has not led to the expected results given that the country's situation remains characterized by both ontological and structural poverty. The populations for whom this aid is intended continue to pull the devil by the tail as William Easterly said that over the last fifty years, we economists have often thought we had found the right answer to generate growth economic ; the first "solution" was the belief in foreign aid to bridge the gap between "necessary investment" and savings. In his words, this is an admission of failures in the aid granted to developing countries. So what is this help for? This is the fundamental question which will allow us to scrutinize the intrigues of this audience.

Keywords : *European aid, development, multilateral cooperation, intrigue, purpose, DRC*

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo vit en partenariat avec bon nombre de pays riches et des institutions internationales dans le cadre de la coopération bilatérale, voire multilatérale axée sur le développement politique, économique et commercial. C'est dans ce contexte que l'Union Européenne joue le rôle de premier plan dans les relations qu'elle a nouées, non seulement avec la RDC, mais également avec d'autres pays pauvres d'Afrique, caraïbes et pacifique partant de l'accord de Cotonou signé le 23 Juin 2000.

Presque chaque année, des chiffres faramineux sont octroyés à la RDC par l'Union Européenne à titre de prêts ou de dons, afin de booster son développement économique suivant les clauses préalablement définies. En 2023 à titre illustratif, l'UE et la RDC ont enregistré un volume d'échanges total de 3,3 milliards d'euros. Les importations de l'UE en provenance de la RDC se sont élevées à 1,7 milliard d'euros, ce qui représente une augmentation de 14,4% en moyenne par an entre 2019 et 2023, tandis que les exportations ont atteint 1,5 milliards d'euros, soit une augmentation de 11,4% durant la même période.

Paradoxalement à toutes les aides accordées et qualifiées de non-remboursables, la RDC continue à refléter l'image d'un enfant pauvre au vu de la précarité des conditions de vie de la majorité de ses habitants. La situation économique du pays stagne davantage en dépit de ses

¹ William EASTERLY, *Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester*, Editions Nouveaux Horizons, Paris, 2006, P.35

richesses potentielles qui font qu'il soit considéré comme étant le scandale géologique. Mais qu'est-ce qui justifie cette situation alarmante alors que la quantité d'aide accordée devrait réellement modifier le train de vie de ses populations clochardisées jusqu'à la moelle épinière ?

Ce contraste de la population pauvre assise sur des richesses incommensurables constitue le point d'orgue de notre réflexion dans cette étude. Pour bien identifier le problème et déceler les intrigues de la face cachée de l'aide de l'Union Européenne, en faveur de la RDC, nous allons examiner trois points consacrés à cet article, hormis l'introduction et la conclusion. Le tout premier met au clair le cadre méthodologique en vue d'une bonne perception de la question doublée de sa compréhension. Le deuxième point vise la clarification de concepts de base en rapport avec leur adéquation à l'étude amorcée. Le troisième et dernier point porte sur l'équation : A qui profite l'aide européenne à la RDC ?

I. CADRE METHODOLOGIQUE

Tout en considérant l'Union Européenne comme un acteur de taille dans le financement des projets de développement de la RDC et tout en sachant que chaque organisation poursuit des buts déterminés, la méthode d'analyse stratégique nous permet de comprendre les stratégies appliquées par cette organisation dans l'octroi de l'aide aux états faillis comme la RDC.

Le recours aux méthodes stratégique et historique associées aux techniques documentaires est un indice qui nous aide à comprendre la nature de l'aide accordée partant de l'histoire de la colonisation. A cet effet, nous considérons l'aide de cette organisation comme un système érigé pour perpétuer la colonisation pour bien entretenir la pauvreté des pays faibles sous une fausse apparence des textes sagement cousus.

A cet effet, Michel Crozier et Erhard Friedberg parlent du postulat de l'existence nécessaire d'un jeu qui permet de coordonner les stratégies opposées de partenaires en relation, de la nécessité d'un système contenant pour rendre possible les conflits, négociations, alliances et jeux entre les acteurs contenus dans cet ensemble.² Sur ce point, ces auteurs soutiennent, que les participants d'une organisation peuvent être considérés comme des acteurs ayant chacun leur propre stratégie.³

Jean Nizet et François Pichault parlent à ce sujet de buts de l'organisation et de ceux des acteurs. Pour ces auteurs, les buts se manifestent dans des prises de décisions ou qu'ils apparaissent dans des discours officiels de l'organisation, du point de vue politique, on le sait, est sensible au rapport existant entre les buts poursuivis par les acteurs qui les composent.⁴

II. CLARIFICATION DE CONCEPTS D'USAGE

Chaque concept utilisé dans un travail scientifique est pluriel dans la mesure où son acception reste tributaire de son appréhension. C'est ce qui explique la polysémie et exhorte Madeleine Grawtitz⁵, à considérer le concept comme une abstraction, ce n'est pas le phénomène lui-même, et prend sa signification du contexte d'où il est tiré. Il peut changer de sens suivant la façon dont il est considéré. Elle renchérit en disant que le concept en tant qu'outil, fournit, non seulement un point de départ, mais également un moyen de désigner par abstraction, d'imaginer ce qui n'est pas directement perceptible.⁶

Pour ce faire, nous allons éclairer la lanterne de nos lecteurs en clarifiant les concepts tels que aide, développement, aide au développement, aide humanitaire et pays en développement.

2.1 Aide

D'une manière générale, le concept *aide* désigne l'acte par lequel une personne, une institution ou un pays apporte un soutien de toute nature quelle que soit à une autre personne, en difficulté.

² Michel CROZIER et Erhard FRIEDBERG., *L'acteur et le système*, Editions du Seuil, Paris, 1977, P.244

³ Idem, P.230

⁴ Jean NIZET et François PICHULT., *Introduction à la théorie des configurations du « One best Way » à la diversité organisationnelle*, Editions De Boeck Université, Québec, 2001, P.84

⁵ Madeleine GRAWITZ, *Méthodes des sciences sociales*, 11^{ème} Edition, Edition D'aloz, Paris, 2001, P.384

⁶ Idem, op. Cit.

Cette aide peut être matérielle, financière, technique ou tout autre. Il peut s'agir de l'aide provenant d'une institution financièrement forte à l'endroit des Etats pauvres. Tel est le cas de l'aide de l'Union Européenne octroyée à la République Démocratique du Congo sur base des accords internationaux.

Pour le dictionnaire Micro Robert⁷, l'aide est une action d'intervenir en faveur d'une personne en joignant ses efforts aux siens : appui, assistance, c'est un secours financier à des personnes sans ressources, aux pays, etc., on parle dans ce cas de l'aide au développement. Aide au sens large a pour synonymes : assistance, appui, collaboration, concours, conseil, contribution, coopération, intervention, protection, réconfort, renfort, secours, service, soutien, coup de main, coup de pouce, etc.

Pour ce qui relève de notre article, il s'agit de l'aide au développement octroyée à la République Démocratique du Congo par l'Union Européenne dans le cadre des accords de Cotonou. La compréhension de cette aide nous invite de prime abord d'explicitier le concept de développement.

2.2 Développement

Développement est un concept fourre-tout dans la mesure où il implique la prise en compte de plusieurs facteurs liés à la qualité de vie des individus. William Easterly lie développement à la croissance. Par croissance, nous entendons, estime cet auteur, la hausse de niveau de vie de chaque personne. La seule manière d'améliorer le niveau de vie moyen consiste à ce qu'en moyenne, chaque individu produise davantage de biens.⁸

On parle généralement du développement dans le sens holistique, c'est-à-dire où il se fonde non seulement sur l'économie, mais également sur le plan environnemental, social, politique, culturel, voire même sur le plan technique. Le développement est lié aux progrès technologiques qui permettent aux individus de vivre dignement dans leurs sociétés respectives où l'accès à la santé, à l'éducation, au travail, au logement décent n'est plus un mythe. C'est dans ce sens qu'on parle du développement durable qui permet aux sociétés humaines de vivre et de répondre à leurs besoins tout en garantissant ceux de générations futures.

En outre, le développement a pour finalité, l'amélioration des conditions de vie ou d'existence d'une population par l'augmentation des revenus à partir des biens produits et des services rendus. A cet effet, nous pouvons considérer le développement comme un processus dans la mesure où il est lié à plusieurs paramètres tributaires de l'évolution de temps.

2.3 Aide au développement

L'apport de l'Union Européenne à la RDC porte essentiellement sur ce que l'on appelle l'aide au développement à partir de divers domaines ciblés de commun accord avec les principaux bailleurs de fonds. Comprise dans ce sens, l'aide au développement désigne une action volontaire par un acteur extérieur pour impulser le développement d'un pays tiers (pays en développement). Cette aide est souvent financière et/ou mesurée par des flux financiers (l'envoi des coopérants est chiffré). Elle va généralement des pays développés vers les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés.

Sur ce, le donateur peut être constitué d'un pays (pour la France c'est l'Agence Française de Développement (AFD), ou encore d'un groupe de pays par l'intermédiaire d'un organisme international (FMI, BM...). Cette aide porte sur le financement de projets par dons, sur les prêts d'argent à un taux préférentiel, sur la constitution du budget du pays aidé. L'aide budgétaire consiste à transférer des fonds directement au trésor du pays partenaire pour alimenter le budget de l'Etat, cette aide est, généralement, soit ciblée sur un territoire du pays ou vers un secteur particulier.

2.4 Aide humanitaire

L'aide humanitaire, généralement constituée de dons d'argent, d'envoi des marchandises et d'équipements de première nécessité est accordée à un pays à la suite d'une catastrophe naturelle, ou une crise causée par l'homme, tels que les conflits armés et dont l'objectif consiste à secourir les

⁷ Dictionnaire. Leroobert.com

⁸ William Easterly, op.cit., P.67

populations concernées. Ces situations extraordinaires qui surviennent de manière inattendue sont à la base de déplacements massifs des populations et en général la pauvreté de ces dernières, ce qui nécessite dans la plupart des cas de l'aide d'urgence initiée par les pays développés partenaires ou des institutions internationales.

III. A QUI PROFITE L'AIDE EUROPEENNE EN RDC ?

La commission européenne demeure un partenaire privilégié de la RDC depuis 1958. Elle a appuyé l'ancienne colonie belge, puis le Zaïre et enfin la RDC. En complément des actions de coopération au développement, l'Union Européenne continue à déployer des efforts en faveur de la paix et de stabilité de la RDC.

Prenant en compte la situation d'après-conflit et la fragilité dans laquelle se trouve le pays, Roland Kayembe fait remarquer que la stratégie de coopération UE-RDC se fixe comme objectif, de contribuer à une réduction durable de la pauvreté en appuyant à la fois le redressement de la gouvernance de l'action publique, la reconstruction d'infrastructures et la fourniture de services sociaux de base.⁹

Hormis cet objectif évoqué ci-dessus, la santé publique, la sécuritaire alimentaire, l'industrie, la culture, l'éducation et la formation, la promotion de l'égalité des sexes, l'accès à l'eau potable, etc., constituent de piliers majeurs ciblés par l'Union Européenne pour booster le développement de la RDC. Des sommes faramineuses sont utilisées chaque année en vue de la réalisation de tous ces projets. Pour la période 2008-2013, par exemple, l'aide du fonds européen de développement fournie à la RDC s'élevait à 584 millions d'euros. L'Union a aussi participé à la stabilisation de l'Est de la RDC, notamment en octroyant 300 millions d'euros d'aide humanitaire à l'Etat afin d'encourager le processus de réinsertion.¹⁰

En juin 2020, l'Union Européenne et le fonds des Nations Unies pour l'enfance, Unicef, ont signé un accord de partenariat d'un montant de 4,5 millions d'euros, pour contribuer à la mise en œuvre du plan national de développement sanitaire du gouvernement de la République Démocratique du Congo.¹¹

Depuis l'amorce de toutes ses actions en faveur de la RDC, l'impression qui se dégage est telle qu'on revient toujours sur la case départ. Toutes les sommes versées dans les projets de développement annoncés chaque fois à cor et à cri n'ont pas porté fruit, jusqu'à présent, la République Démocratique du Congo est comptée parmi les cinq nations les plus pauvres du monde. En 2024, environ 73,5% des congolais vivent avec moins de 2,15 dollars par jour. Environ une personne sur six qui vit dans une extrême pauvreté en Afrique subsaharienne habite en RDC. Enfin, le pays se classe au 16^{ème} rang sur 174 pays selon l'indice de capital humain 2020.¹²

Les échecs du décollage économique de la RDC peuvent se justifier par l'absence de la volonté politique des dirigeants préoccupés par des intérêts égoïstes, la corruption tolérée, institutionnalisée et démocratisée, la banalisation de la loi foulée aux pieds par les acteurs tant publics que privés, sans oublier la pauvreté et les guerres à répétition. Il s'agit là des causes internes, qui font que l'aide octroyée par les partenaires bi et multilatéraux soit détournée impunément par des acteurs étatiques qui se montrent souvent insensibles aux souffrances de populations pour lesquelles ces aides sont destinées.

En évoquant la situation de la corruption tolérée et institutionnalisée, telle qu'elle s'applique activement en République Démocratique du Congo, comment comprendre que l'aide étrangère continue à être accordée aux régimes corrompus tout en sachant qu'elle ne servira pas réellement les populations concernées ? C'est dans ce sens que William Easterly parle à la fois de la corruption centralisée et celle décentralisée qui sévissent en RDC. D'après cet auteur, le régime de la corruption

⁹ Roland KAYEMBE, La gestion durable des écosystèmes forestiers en RD. Congo : Regard sur l'apport de l'UE et perspectives, Mémoire D.E.S en R.I, Unikin, 2002, P.125

¹⁰ Fr.wikipedia.org

¹¹ [www.unicef.org>drcongo](http://www.unicef.org/drcongo)> union-

¹² www.banquemondiale.org.

décentralisée se caractérise par l'éparpillement des personnes qui exigent des pots-de-vin sans se coordonner entre elles. Sous sa forme centralisée, la corruption se distingue par son organisation, régie par les dirigeants politiques qui attribuent les parts du bien mal acquis aux différents responsables complices.¹³

En définitive, en dépit des politiques désastreuses, la RDC continue à bénéficier de l'aide au développement, parfois camouflée sous forme d'aide humanitaire. C'est la raison pour laquelle nous nous interrogeons sur les mobiles qui poussent les bailleurs de fonds occidentaux à persévérer dans l'octroi d'aide aux pays pauvres réputés corrompus, alors que leurs dirigeants vivent dans l'opulence et s'enthousiasment dans les dépenses somptuaires. Qu'est-ce qui se cache derrière toutes ces aides qui n'arrivent pas à porter fruit, malgré parfois des mesures de leur annulations par les mêmes bailleurs.

Il s'agit là de l'arbre qui cache la forêt. Comme nous venons de mentionner ci-dessus, il est paradoxal, voir irrationnel de constater que l'union européenne n'arrête pas de financer les Etats surendettés en dépit de la mégestion avérée de leurs dirigeants. Là où le bât blesse, c'est lorsque William Easterly s'exprime en ces termes: « Conformément à notre hypothèse d'une hypothèque sur le futur, les gouvernements ne se sont pas désendettés à la suite de l'annulation de leurs dettes, ils les ont remplacées par des nouvelles. »¹⁴ Ceci nous amène à bien comprendre les intérêts dont bénéficient les Etats donateurs dans ce jeu de Ping pong, alors qu'ils savent pertinemment bien que la dette contractée pour accroître la production ne cesse d'alimenter le clientélisme du gouvernement au travers des fonds détournés.

Compte tenu de zones d'incertitudes comprises dans ce marché de dupes, nous sommes rassurés que les donateurs sont conscients de cette supercherie qu'ils entretiennent pour perpétuer leur ascendance sur les pays faibles à l'instar de la RDC. Il s'agit ici d'une aventure qui ressemble à une nouvelle forme de colonisation qui permet aux Etats puissants de dépouiller les autres en utilisant diverses astuces pour pérenniser leur assujettissement. En outre, toutes les aides accordées aux pays pauvres le sont sous réserve de plusieurs conditionnalités imposées aux pays bénéficiaires. Peut-on réellement parler de l'aide au vu des conditions posées par les partenaires ?

Et pourtant, il est vrai que l'octroi de l'aide n'est pas du tout gratuit dans la mesure où son opérationnalisation dans les pays aidés demeure conditionnée à la participation des experts des institutions qui financent la plupart des projets. C'est ce qui fait qu'une bonne partie d'aide financière accordée à titre de prêts ou d'aide profitent aux pays aidants par l'entremise de leurs techniciens, sans toutefois compter l'impact des matières premières reçues en guise de compensation.

CONCLUSION

L'union Européenne, depuis des décennies, se montre plus préoccupée au développement de la RDC, jugée à ses yeux, comme un partenaire privilégié située au centre du continent noir. A cet effet, l'institution européenne accorde de l'aide en fonction de divers projets de développement et dans le cadre du partenariat lié à l'accord de Cotonou signé le 23 Juin 2000. Depuis lors, voire même bien avant cela, ces pays unis d'Europe n'ont pas lésiné sur les moyens pour venir en aide à la RDC en proie à d'interminables problèmes de pauvreté et de gouvernance. Plusieurs domaines d'intervention ciblés pour lesquels d'importantes sommes d'argent sont versées n'ont pas connu de changements notables.

Il s'agit par exemple de la santé publique, de l'industrie, de l'éducation et de la formation, de l'environnement et des infrastructures, de la bonne gouvernance, des droits de l'homme qui figurent parmi les domaines prioritaires ciblés par cette coopération en vue de permettre à l'Etat congolais de booster son développement, pendant que l'indice de développement humain l'aligne à 179^{ème} place sur 187 pays (PNUD,2022).

¹³ William Easterly, op.cit., P.300

¹⁴ William Easterly, op.cit., P.161

A la lumière de tout ce qui précède, il s'observe bon gré mal gré, que toutes les aides reçues de la part de ces pays, n'ont pas permis à la RDC de changer d'un seul iota. Par contre, le pays s'engouffre davantage et ne laisse pas transparaître une lueur d'espoir pour les lendemains meilleurs. La mauvaise gouvernance associée aux conditionnalités d'aide imposées par les bailleurs de fonds sont loin d'être propices à assurer le développement du pays. Par contre, ces accords chaque fois renouvelés avec les donateurs, constituent à notre avis, un véritable marché de dupe, profitable dans une large mesure aux pays aidants, et dans une moindre proportion aux gouvernants congolais avides de remplir leurs poches au détriment du peuple chosifié et clochardisé à outrance. Pour éviter de sombrer dans le pessimisme, l'éveil de conscience de la population meurtrie, soutenue par l'élite intellectuelle pure, et les mouvements réellement citoyens, peut changer la donne en faveur d'un nouvel Etat respectueux de principes et des lois opposables à tous.

BIBLIOGRAPHIE

- CROZIER M. et FRIEDBERG. E., *L'acteur et le système*, Paris Editions du seuil, 1997.
- EASTERLY W., *Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ?* Paris, Editions Nouveaux Horizons, 2006.
- GRAWITZ M., *Méthodes des sciences sociales*, Paris, 11^{ème} édition, Editions Dalloz, 2001.
- KAYEMBE R., *La gestion durable des écosystèmes forestiers en RD. Congo : Regard sur l'apport de l'UE et perspectives*, mémoire DES en Relations Internationales, Université de Kinshasa, 2022.
- NIZET J., et PICHAULT F., *Introduction à la théorie des configurations du « One best Way » à la diversité organisationnelle*, Québec, Editions De Boeck Université, 2001.